

*« Affinités électives »,  
« convergences parallèles »  
et « déchirements fratricides » :*  
*les relations entre partis communistes et socialistes  
en France et en Italie*<sup>1</sup>

MARC LAZAR\*

Plus de soixante-dix ans après que leur fut lancé depuis Moscou un extraordinaire défi visant à les anéantir, force est de constater que les partis sociaux-démocrates de l'Europe occidentale ont fait preuve d'une grande capacité de résistance, d'une vigoureuse solidité et d'une indéniable aptitude à se rénover. En cette fin des années quatre-vingt, l'Internationale socialiste, donnée pour morte aux lendemains des deux conflits mondiaux, non seulement vit encore mais prospère et semble en passe de l'emporter sur ses rivaux communistes. Symbolisent à merveille cette évolution les véritables laboratoires politiques pour l'étude des rapports entre communistes et socialistes que sont la France et l'Italie ; plus généralement d'ailleurs, pour nombre d'observateurs, la progression socialiste et le recul communiste en Europe du Sud mettent fin à une « anomalie » politique et attestent la modernisation ou l'« européanisation » définitive des pays latins. Cette analyse a au moins le mérite de prendre en compte l'une des singularités politiques française et italienne qui autorise précisément l'étude comparative. Une singularité due à quatre facteurs : depuis 1944 la France et l'Italie possèdent les deux plus puissants partis communistes de l'Europe occidentale ; corollairement, les partis socialistes furent ou restent minoritaires au sein de la gauche en France jusqu'à la fin des années soixante-dix, en Italie depuis quarante-trois ans ; ces

\* Marc Lazar est chercheur au Centre d'Analyse comparative des Systèmes politiques (CNRS-Université de Paris 1).

1. Cet article reprend une communication présentée par l'auteur au colloque *Les partis communistes de l'Europe de l'Ouest face au processus européen d'intégration et de modernisation après la seconde guerre mondiale*, qui s'est déroulé à Munich les 2 et 3 décembre 1988 à l'initiative de l'Institut für Zeitgeschichte de Munich, de la Mission historique française en Allemagne et du Groupe de Recherche sur le communisme ouest-européen animé par Stéphane Courtois et Marc Lazar.

partis socialistes sont les seuls de l'Europe occidentale qui, une fois achevée la phase des Gouvernements d'union nationale des lendemains de la seconde guerre mondiale, ont, à un moment ou à un autre, accepté de faire des communistes des alliés privilégiés ; enfin, la France et l'Italie sont parmi les derniers pays ouest-européens démocratiques à avoir connu une réelle expérience de pouvoir socialiste, à condition d'admettre que celle-ci suppose une certaine durée dans l'exercice du pouvoir, une position dominante dans une éventuelle coalition ou le fait d'occuper des postes de responsabilité dans l'exécutif<sup>2</sup> : la France attendit 1981 et l'Italie, bien que le cas puisse prêter à controverses, 1983, avec l'arrivée de Bettino Craxi à la présidence du Conseil.

Ces similarités ne sauraient évidemment occulter les particularismes des deux systèmes politiques, les effets spécifiques des modes de scrutin ou les traditions des divers partis. Elles ne doivent pas non plus laisser accroître que l'histoire comparée des PS et des PC des deux côtés des Alpes se caractériserait par sa simplicité. Au contraire, celle-ci ressemble à ces romans ou ces pièces de théâtre dont l'originalité tient à la complexité des situations décrites. Elle s'inscrit dans une longue durée, dont la séquence ouverte par la Libération ne constitue qu'un petit segment chronologique qui ne peut être compris que si l'on connaît les événements antérieurs. Les personnages principaux sont au nombre de quatre qui forment *a priori* deux couples, PC et PS français, PC et PS italien, et dont les relations obéissent à l'alchimie des « affinités électives » chères à Goethe, ou évoquent des « convergences parallèles », pour reprendre une expression à la fois suggestive et énigmatique d'Aldo Moro<sup>3</sup> ou à l'inverse, ces « déchirements fratricides » que Léon Blum, en 1920 au Congrès de Tours, souhaitait ardemment éviter<sup>4</sup>. Enfin, existent une série d'autres protagonistes — le mouvement communiste international, l'Internationale socialiste, le PCE, le SPD, le PSOE, les autres forces politiques nationales, en particulier centristes, démocrates-chrétiennes, ou, en Italie, du fait de la « fragmentation » et de la « diaspora » de la gauche<sup>5</sup>, les petites formations socialistes — dont le rôle et l'intervention pèsent parfois d'un poids considérable sur les quatre acteurs principaux. Au total, un véritable écheveau à démêler

2. Cette définition exclut donc le Gouvernement Guy Mollet et les Gouvernements de centre-gauche en Italie à partir de 1963. N'entrent pas dans le cadre de cette étude le Portugal et l'Espagne dont le retour à la démocratie est trop récent pour pouvoir être comparé avec le reste des pays européens.

3. Expression utilisée par Aldo Moro en 1960-1961 pour évoquer le difficile rapprochement entre la Démocratie chrétienne et le PSI qui aboutira en 1963 à la formation d'un Gouvernement de centre-gauche.

4. « Sachons nous abstenir des mots qui blessent, qui déchirent, des actes qui lèsent, de tout ce qui serait déchirement fratricide », discours de Léon Blum au Congrès de Tours, in *Le Congrès de Tours (1920). Naissance du Parti communiste français présentée par Annie Kriegel*, Paris, Archives Julliard, 1964, p. 136.

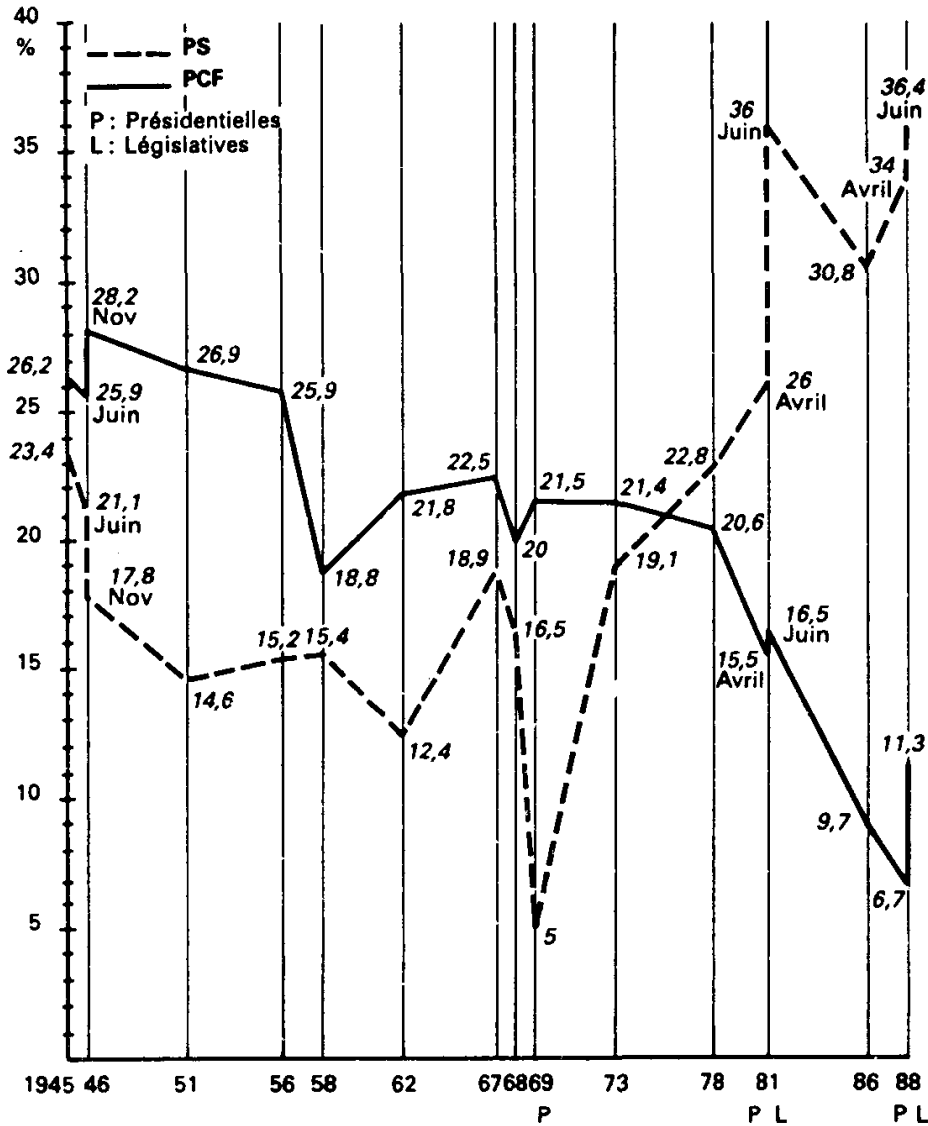
5. Giacomo Sani, *Amici-Nemici, Parenti-Serpenti : Communists and Socialists in Italy*, in Bernard E. Brown (ed. by), *Eurocommunism and Eurosocijalism. The Left confronts Modernity*, New York, Cyrco Press, 1979, p. 107.

qui impose de procéder à un « rapide état des lieux » avant d'étudier le fait marquant de ces vingt dernières années, soit l'évolution des rapports PC-PS<sup>6</sup>.

PC-PS : LE RAPPORT DES FORCES

L'histoire des rapports de force et des relations entre les PC et les PS de France et d'Italie depuis 1945 n'obéit pas à une chronologie tout à fait

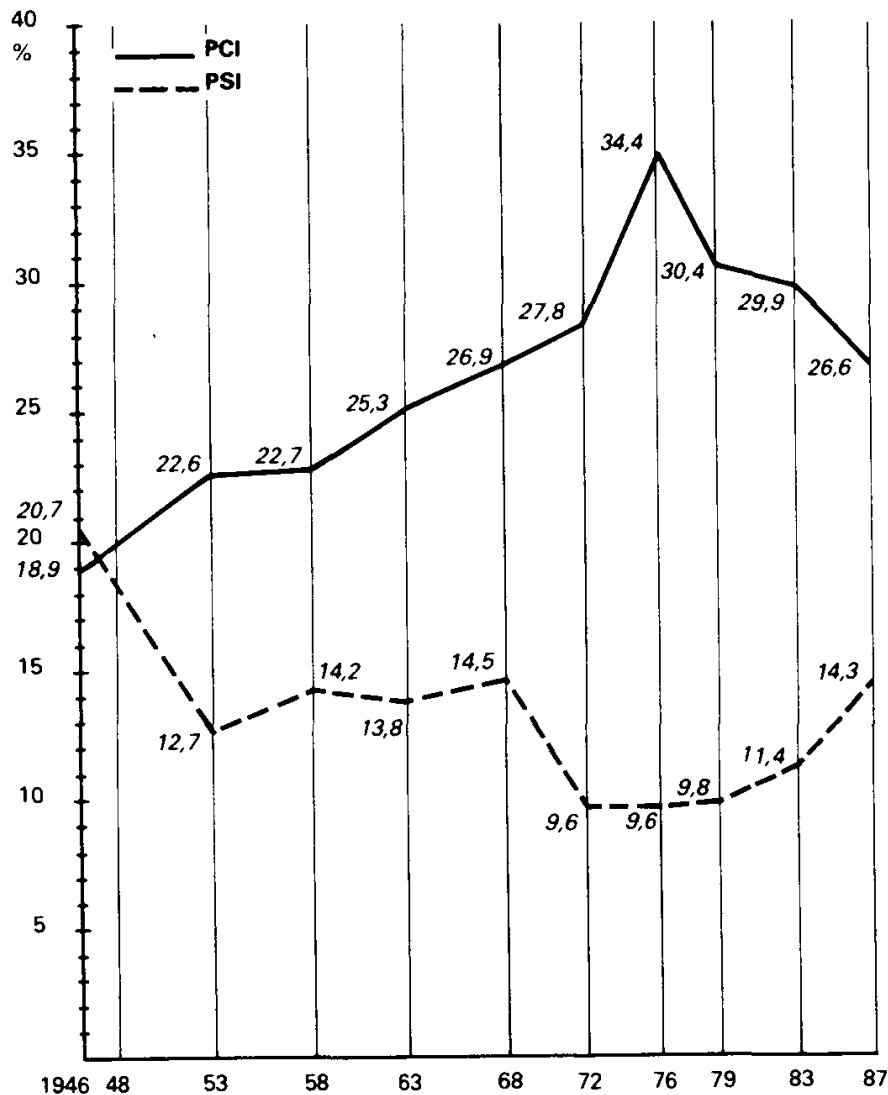
GRAPHIQUE 1. — France depuis 1945  
Résultats électoraux du PCF et du PS\* (% des suffrages exprimés)



\* Vote socialiste : = SFIO, FGDS en 1967 et 1968, candidature Defferre en 1969, PS (et uniquement PS) par la suite.

6. Pour une tentative d'étude terme à terme des PC et PS de France et d'Italie, lire l'article documenté et suggestif, bien que marqué par le contexte dans lequel il fut élaboré et écrit, de Stefano Bartolini, Per un analisi dei rapporti tra partiti socialisti e comunisti in Italia e Francia, *Rivista italiana di scienza politica*, n° 3, décembre 1987, 1976, p. 439-480.

GRAPHIQUE 2. — *Italie depuis 1946*  
 Résultats électoraux du PCI et du PSI (% suffrages exprimés)



1948 : Listes communes PCI + PSIUL.

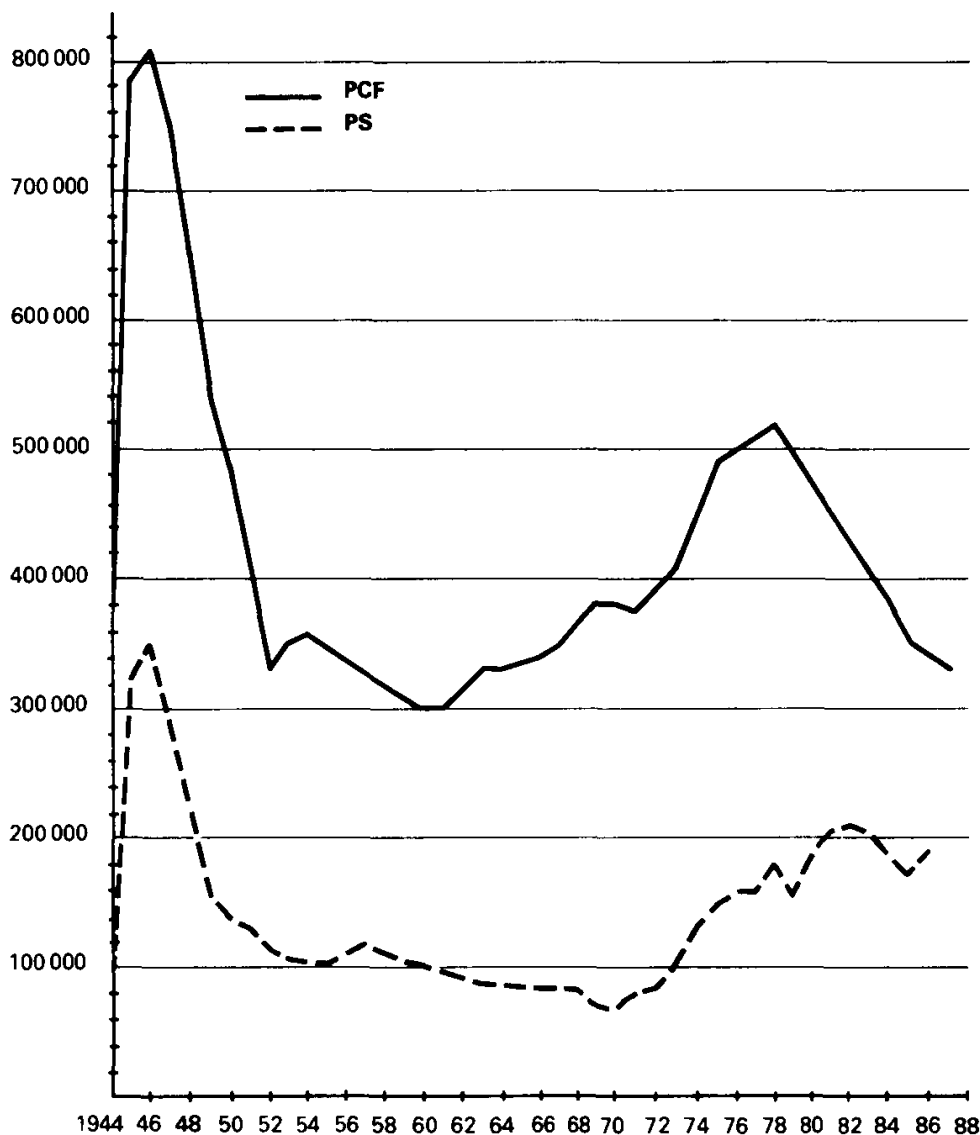
1968 : Listes du PSI + PSDI réunifiés dans le même parti.

semblable. Similitudes et dissemblances doivent donc être mises en lumière.

Deux indices — les résultats électoraux et les effectifs militants — peuvent être utilisés pour mesurer le rapport de forces, sachant que celui-ci ne se résume pas à ceux-là.

En France (voir les graphiques 1 et 3), au niveau électoral, le PCF domina le Parti socialiste jusqu'en 1978, date à partir de laquelle les courbes se croisent et le Parti socialiste conquiert une large hégémonie. Deux brèves remarques s'imposent : l'avantage communiste fut particulièrement net durant la IV<sup>e</sup> République, soit une période assez courte ; le PS, pour sa part, depuis qu'il a dépassé son rival, a creusé un écart excep-

GRAPHIQUE 3. — France : Effectifs communistes et socialistes



PCF. — Source : Philippe Buton, *Les effectifs du PCF (1920-1984)*, *Communisme*, n° 7 et le PCF depuis 1985, *Communisme*, n° 18-19.

PS. — Sources : Jacques Kergoat, *Le Parti socialiste de la Commune à nos jours*, Paris, Le Sycomore, 1983, et après 1982, PS et OURS.

<i>Effectifs PCF</i>	1967 : 350 000	1948 : 223 495	1967 : 82 000
1944 : (décembre) : 384 228	1969 : 380 000	1949 : 157 897	1968 : 81 000
1945 : 785 292	1970 : 380 000	1950 : 140 190	1969 : 72 000
1946 : 814 285	1971 : 375 000	1951 : 126 898	1970 : 70 392
1947 : 774 629	1972 : 390 000	1952 : 116 327	1971 : 80 300
1948 : 650 400	1973 : 410 000	1953 : 113 455	1972 : 92 230
1949 : 550 100	1974 : 450 000	1954 : 105 244	1973 : 107 757
1950 : 482 700	1975 : 491 000	1955 : 107 653	1974 : 137 300
1951 : 408 779	1978 : 520 000	1957 : 117 331	1975 : 149 623
1952 : 330 000	1984 : 380 000	1956 : 120 000	1976 : 159 548
1953 : 351 400	1985 : 352 000	1958 : 115 000	1977 : 160 000
1954 : 358 400	1986 : 340 000	1959 : 102 000	1978 : 180 000
1957 : 330 000	1987 : 330 000	1960 : 100 000	1979 : 159 000
1960 : 300 000		1961 : 98 000	1980 : 189 580
1961 : 300 000	<i>Effectifs PS</i>	1962 : 91 000	1981 : 205 157
1962 : 318 000	1944 : 100 000	1963 : 88 000	1982 : 213 000
1963 : 330 000	1945 : 335 703	1964 : 88 000	1983 : 203 535
1964 : 330 000	1946 : 354 878	1965 : 85 000	1985 : 170 000
1966 : 341 000	1947 : 296 814	1966 : 84 000	1986 : 187 000

TABLEAU 1. — *Ecart électoral entre le PCF et le PS  
entre le PS et le PCF*

Avantage PCF		Avantage PS	
1945	+ 2,8	1978	+ 2,2
1946 juin	+ 4,8	1981 Présidentielle	+ 10,5
1946 novembre	+ 10,4	1981 Législatives	+ 19,5
1951	+ 12,3	1986	+ 21,1
1956	+ 10,7	1988 Présidentielle	+ 27,3
1958	+ 3,4	1988 Législatives	+ 25,1
1962	+ 9,4		
1968	+ 3,5		
1969 Présidentielle	+ 16,5		
1973	+ 2,3		

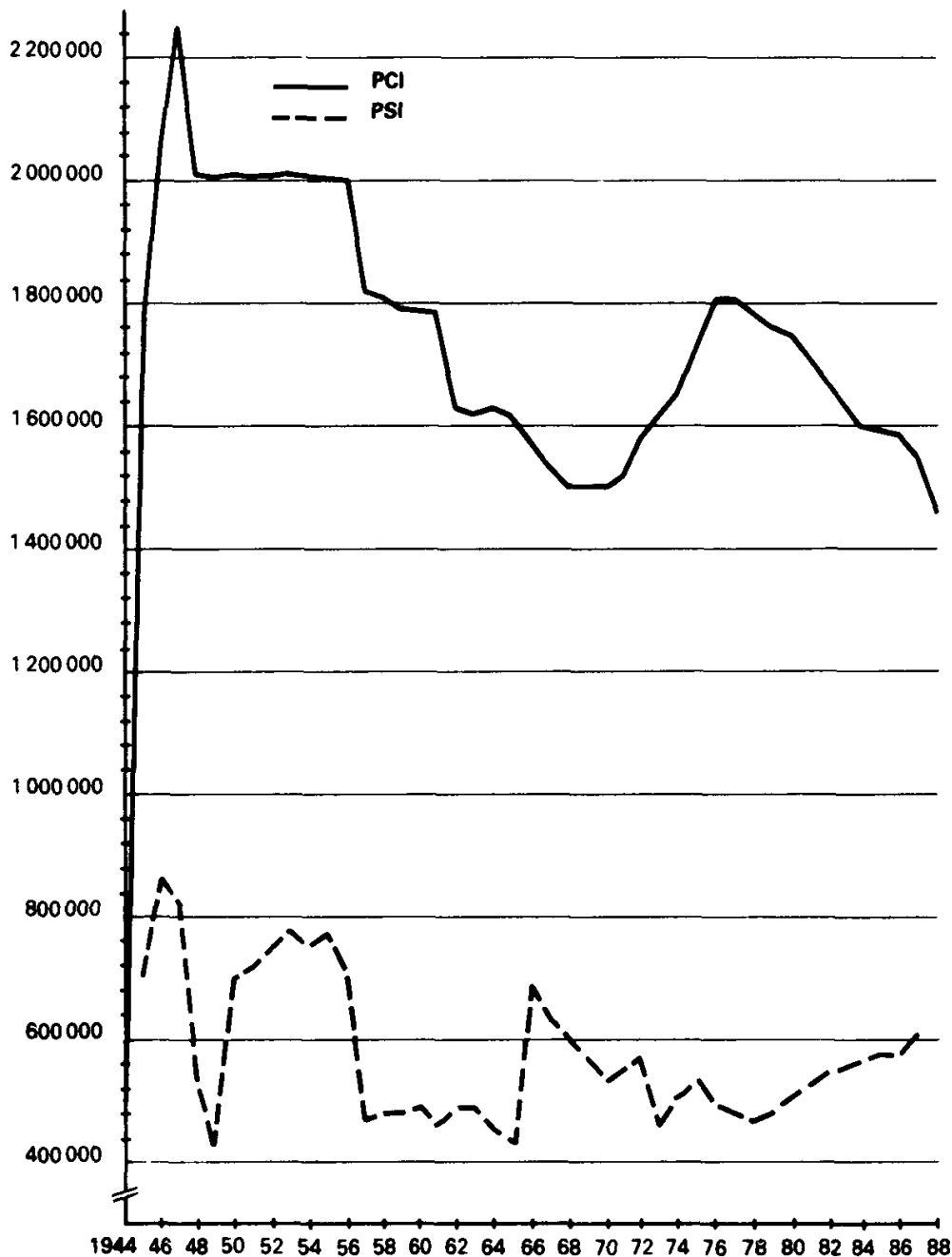
tionnel (cf. tableau n° 1). A l'inverse, les effectifs communistes restent largement supérieurs à ceux des socialistes, même si en cette décennie des années quatre-vingt les deux courbes ont tendance à se rejoindre<sup>7</sup>. On notera toutefois (graphique 3) la synchronie d'ensemble des deux courbes.

En Italie, hormis les élections de 1946 pour l'Assemblée constituante, le PCI devance systématiquement le PSI (cf. graphique 2 et tableau 2)<sup>8</sup>. Une avance dont l'apogée se situa en 1976 et qui depuis tend à se réduire pour en revenir à son niveau de 1968. Quant aux effectifs (graphique 4),

7. On se limite ici à une évaluation quantitative globale du militantisme communiste et socialiste. Celle-ci ne doit pas occulter la profonde différence de nature entre l'activité politique des militants communistes et celle des militants socialistes. Pour le PCF, nous avons suivi les travaux de Philippe Buton qui diffèrent sensiblement des effectifs officiels du PCF largement « gonflés » (cf. son explication méthodologique, Philippe Buton, *Les effectifs du PCF (1920-1984)*, *Communisme*, n° 7, 1985, p. 5-30 et *Le PCF depuis 1985 : une organisation en crise*, *Communisme*, n° 18-19, 1988). Pour le Parti socialiste, et jusqu'en 1982, nous avons repris les chiffres publiés en 1983 par Jacques Kergoat (*Le Parti socialiste, De la Commune à nos jours*, Paris, Le Sycomore, 1983, 367 p.), qui, sans préciser sa source, reprend les séries officielles fournies par la SFIO et le PS. Ce sont toujours ces mêmes sources officielles que nous avons utilisées depuis 1983. Les effectifs socialistes sont eux aussi surévalués, fût-ce dans une proportion moindre que celle du PCF. Ainsi en 1981 le PS annonçait 190 000 adhérents, 203 535 en 1983 et 170 000 en 1985. Mais la reconstitution du nombre des adhérents à partir des mandats pour les congrès, sachant qu'un mandat est égal à 25 adhérents et qu'il y a un mandat par fédération, donne les résultats suivants : 1981, 153 325 ; 1983, 186 200 ; 1985, 161 275. Ces chiffres serviraient ainsi plus d'indicateur pour la puissance militante réelle du PS : ils représentent, par rapport aux premières données, un écart de 19,3 % (1981), 8,5 % (1983) et 5,1 % (1985). Pour toutes ces indications, je tiens à remercier Frédéric Cépède de l'OURS.

8. Nous n'avons retenu que les résultats électoraux du PSI. Rappelons qu'en 1948, celui-ci présenta des listes communes avec le PCI qui recueillirent 31 % des suffrages exprimés (parmi lesquels on estime aux deux tiers la part des communistes). En 1968, le PSIUP, scission du PSI, hostile à l'unification avec le PSDI obtint 4,5 % des suffrages exprimés.

GRAPHIQUE 4. — Italie : Effectifs communistes et socialistes



PCI. — Sources : De 1944 à 1980, *Il Partito comunista italiano. Struttura e storia dell' Organizzazione 1921-1979*, Fondazione G. Feltrinelli, 1982 ; De 1980 à 1987 : *L'Unità et PCI*.

PSI. — Sources : De 1945 à 1968, Franco Cazzola, *Il partito come organizzazione. Studio di un caso : il PSI*, Rome, Ed. del Tritone, 1970 ; De 1969 à 1973, Carlo Vallauri, *I partiti italiani tra declino e riforma*, Rome, Bulzoni Ed., 1986, vol. 2 ; De 1973 à 1979, *Almanacco Socialista*, 1980, Rome, psi, p. 227 ; De 1980 à 1986, *L'Avanti*, 11 mai 1984 et 29-30 mars 1987 ; 1987, psi.

<i>Effectifs PCI</i>	1960 : 1 792 974	1977 : 1 814 154	1950 : 700 000	1967 : 633 573
1944 : 501 960	1961 : 1 728 620	1978 : 1 790 450	1951 : 720 000	1970 : 537 000
1945 : 1 770 896	1962 : 1 630 550	1979 : 1 761 297	1952 : 750 000	1972 : 575 000
1946 : 2 068 272	1963 : 1 615 571	1980 : 1 751 323	1953 : 780 000	1973 : 465 189
1947 : 2 252 446	1964 : 1 641 214	1982 : 1 673 144	1954 : 754 000	1974 : 511 741
1948 : 2 115 232	1965 : 1 615 296	1983 : 1 635 264	1955 : 770 000	1975 : 539 339
1949 : 2 027 271	1966 : 1 575 935	1984 : 1 600 691	1956 : 710 000	1976 : 498 542
1950 : 2 112 593	1967 : 1 534 705	1986 : 1 595 677	1957 : 477 000	1977 : 482 916
1951 : 2 097 830	1968 : 1 502 862	1987 : 1 500 000	1958 : 486 652	1978 : 472 277
1952 : 2 093 540	1969 : 1 503 816	1988 : 1 462 281	1959 : 484 652	1979 : 484 044
1953 : 2 134 285	1970 : 1 507 047		1960 : 489 337	1980 : 514 918
1954 : 2 145 317	1971 : 1 521 642	<i>Effectifs PSI</i>	1961 : 465 259	1982 : 552 587
1955 : 2 090 006	1972 : 1 584 659	1945 : 700 000	1962 : 491 216	1983 : 557 619
1956 : 2 035 353	1973 : 1 623 082	1946 : 860 300	1963 : 491 676	1985 : 583 292
1957 : 1 825 342	1974 : 1 657 825	1947 : 822 000	1964 : 446 250	1986 : 589 697
1958 : 1 818 606	1975 : 1 730 453	1948 : 531 031	1965 : 437 458	1987 : 614 815
1959 : 1 789 269	1976 : 1 814 262	1949 : 430 258	1966 : 697 588	

TABLEAU 2. — *Ecart électoral entre le PSI et le PCI  
entre le PCI et le PSI*

Avantage PSI		Avantage PCI	
1946	+ 1,8	1953	+ 9,9
		1958	+ 8,5
		1963	+ 11,5
		1968	+ 12,3
		1972	+ 17,6
		1976	+ 24,8
		1979	+ 20,6
		1983	+ 18,5
		1987	+ 12,3

dont on sait qu'ils sont pour l'ensemble des partis beaucoup plus importants qu'en France, outre que leur caractère synchrone s'avère moins net que dans le cas français, ils attestent une ample domination communiste ; l'amenuisement de celle-ci depuis 1976 est dû aux pertes communistes et à la progression des socialistes dépassant désormais les 600 000 adhérents<sup>9</sup>.

Quant aux relations des PC et des PS en France et en Italie, elles fonctionnent à fronts renversés et se caractérisent par un enchevêtrement inextricable des affinités électives, des convergences parallèles et des déchirements fratricides.

#### PC-PS : UNE COMPÉTITION INCESSANTE

En France, après la période d'union nationale de la guerre, puis le tripartisme des débuts de la IV<sup>e</sup> République (PCF, SFIO, MRP), s'instaure une phase d'affrontement frontal entre communistes et socialistes durant la guerre froide. A partir de 1962 commencent les approches unitaires qui se concrétisent en 1972 par l'Union de la gauche reposant — fait unique en Europe occidentale — sur un programme commun de Gouvernement précis, détaillé, embrassant tous les aspects de la vie politique, économique et sociale du pays. Cette union se rompt en 1977. En 1981, après la victoire

9. Ces graphiques ont été construits à partir des données officielles fournies par le PCI et le PSI. Précisons à propos de ce dernier qu'en 1947 il y eut une scission « de droite » (formation du PSLI, puis en 1952 du PSDI), une autre « de gauche » en 1963 (création du PSIUP), puis en 1966 une réunification entre le PSI et le PSDI et de nouveau une rupture en 1969. Les effectifs communistes et socialistes, bien que surévalués (surtout dans le cas du PSI), sont généralement retenus par les politologues italiens comme bases de travail. L'abondante bibliographie sur les questions d'organisation du PCI est présentée et commentée par Bruno Groppo. Les études sociologiques sur le Parti communiste italien, *Communisme*, n° 7, p. 85-96. Pour le PSI voir en particulier Franco Cazzola, *Il partito come organizzazione. Studio di un caso : il PSI*, Rome, Ed. del Tritone, 1970, 288 p.



de François Mitterrand, elle est reconstituée sous d'autres formes — un accord électoral et un accord de Gouvernement — et quatre communistes deviennent ministres. Depuis le départ de ces derniers du Gouvernement en juillet 1984, les deux partis expriment des divergences sur presque tous les sujets mais, dans le même temps, concluent des accords de désistements électoraux réciproques<sup>10</sup>.

En Italie, le Parti socialiste fut le seul de toute l'Europe occidentale à s'allier aux communistes tout au long de la guerre froide<sup>11</sup>. Bien que les socialistes fussent affaiblis par une scission opposée à cette alliance (en 1947) et longtemps divisés sur la question communiste<sup>12</sup>, leur union avec le PCI ne se limita pas à un accord politique au sommet s'inscrivant dans la continuité de la lutte antifasciste : elle se traduisit par une certaine forme d'assujettissement politique, une défense systématique de l'URSS, le Gouvernement commun de nombreuses municipalités, une unité au sein du syndical CGIL, voire un transfert de personnel politique, en général du PS au PC, même si le courant inverse exista et existe encore<sup>13</sup>. Ce dernier trait original par rapport à la France — perdue jusqu'à nos jours, et ce malgré la rupture de l'union réalisée en 1956 par le dirigeant socialiste

10. Sur la question de l'Union de la gauche, voir notamment Jean-Jacques Becker, *Le Parti communiste veut-il prendre le pouvoir ?* Paris, Le Seuil, 1981, 334 p. ; Annie Kriegel, *Un autre communisme ?*, Paris, Hachette, 1977, 183 p. ; Georges Lavau, *A quoi sert le Parti communiste français ?*, Paris, Fayard, 1981, 444 p. ; Branko Lazitch, *L'échec permanent. L'alliance communiste-socialiste*, Paris, R. Laffont, 1978, 262 p.

11. Sur l'histoire du PSI, voir notamment, Fondazione Brodolini (a cura della), *Storia del partito socialista*, Venise, Marsilio Editore, 1979-1980, 3 vol. ; Giorgio Galli, *Storia del socialismo italiano*, Bari, Laterza, 1980, 370 p. ; Antonio Landolfi, *Il socialismo italiano. Strutture, comportamenti, valori*, Rome, Lerici Ed., 1968, 328 p. En français, Jacques Droz, Le socialisme démocratique, dans *Histoire générale du socialisme*, Paris, PUF, 1978, t. 3, p. 605-612.

12. Au point que d'autres petites scissions que celles indiquées à la note 9 page 158 survinrent ; par exemple, en 1948 des socialistes hostiles à l'accord électoral avec le PCI créèrent l'Unione dei Socialisti qui présenta des candidats aux élections avec le PSLI sous l'étiquette Unità Socialista. En 1949, le député Giuseppe Romita quitte le PSI et avec d'autres groupes, dont l'Unione dei Socialisti, forme le PSU (celui-ci fusionnant en 1952 avec le PSLI pour donner le PSDI).

13. En 1972, le PSIUP rejoignit le PCI, de même qu'en 1984 le PDUP qui comprenait de nombreux responsables du groupe Il Manifesto, expulsé du PCI en 1969. A chaque fois, le PCI intégra ces militants jusque dans son appareil et sa direction, en respectant leurs sensibilités politiques. Remarquons également que certaines personnalités socialistes adhérentes au PCI y exercèrent d'importantes responsabilités ; deux exemples : Edoardo Perna, adhérent du PSI en 1942 puis du PCI en 1943, fut notamment membre du CC à partir de 1956, de la Direction de 1972 à 1986, chef du groupe des sénateurs communistes de 1972 à 1983. Luciano Lama, quant à lui, fut socialiste avant de devenir communiste en 1946, membre du CC depuis 1956, membre de la direction de 1963 à 1970, date de son élection au secrétariat général de la CGIL, poste qu'il occupa jusqu'en 1986, avant de réintégrer la direction du PCI. A l'inverse, Antonio Giolitti responsable communiste quitta le PC en 1957, rejoignit le PSI avant de se présenter sur les listes de la gauche indépendante soutenues par le PCI aux dernières législatives de 1987. D'autres socialistes « déçus du craxisme » firent de même (G. Arfe, G. Strehler, F. Coen par exemple).

Pietro Nenni, la conquête d'une autonomie politique et idéologique (à l'égard de l'URSS, par exemple), et le rapprochement avec la Démocratie chrétienne aboutissant à la formation d'un Gouvernement de centre gauche en 1963 et, du coup, au départ de l'aile gauche du PSI qui forma le PSIUP. Cette politique, critiquée d'abord en termes modérés par Togliatti, puis plus durement après la constitution du premier gouvernement de centre-gauche, fut l'un des éléments de la controverse qui opposa au sein du PCI la gauche d'Ingrao et la droite d'Amendola. Dès lors socialistes et communistes ne furent plus jamais alliés privilégiés ; certes, au lendemain de l'automne chaud de 1969 et jusqu'en 1973, le PSI avança la formule des « équilibres plus avancés » qui pouvait être interprétée comme un rapprochement avec le PCI ; mais, en tout état de cause, elle n'eut point de conséquences tangibles ; quant à la période 1976-1979, PCI et PSI se retrouvèrent bien tous deux dans la majorité de soutien au Gouvernement démocrate-chrétien, mais dans le cadre élargi de « la solidarité nationale ». Les rapports entre les deux principales formations de la gauche italienne se sont nettement détériorés avec la présidence socialiste de B. Craxi (août 1983-mars 1987), débouchant sur un conflit ouvert en 1985 lors du référendum sur l'échelle mobile perdu par le PCI. La dégradation des relations entre socialistes et communistes s'est répercutée à tous les niveaux, y compris par exemple, à celui des « juntas » municipales ou régionales (les socialistes gouvernement de nombreuses villes et régions — mais pas toutes — avec la DC et ont rompu leurs alliances avec les communistes), ou au sein de la CGIL, dont l'unité a cependant résisté aux épreuves<sup>14</sup>.

Enfin, les fils se mêlent et s'entremêlent à un autre niveau ; celui des relations entre partis socialistes d'abord : du fait de son attitude durant la guerre froide, le PSI n'était pas reconnu par l'Internationale socialiste<sup>15</sup>, tandis que le nouveau Parti socialiste de François Mitterrand fut, à cause de son alliance avec le PCF, quelque peu isolé au sein de cette même Internationale ; par ailleurs, à cause de leurs divergences stratégiques, de leurs choix politiques opposés, les PS français et italien ont longtemps entretenu des relations difficiles, un peu améliorées ces dernières années même s'il subsiste un certain climat de suspicion entre les deux partenaires<sup>16</sup>. Bien

14. Cf. sur l'évolution récente du PSI, on lira Wolfgang Merkel, *Prima e dopo Craxi. Le trasformazioni del PSI*, Padoue, Liviana Ed., 1987, 250 p., et les points de vue contrastés de Giuliano Amato, Luciano Cafagna, *Duello a sinistra*, Bologne, Il Mulino, 1982, 240 p., de Vittorio Foa, Antonio Giolitti, *La questione socialista*, Turin, Einaudi, 1984, 210 p. et ceux du dossier Il 'nuovo PSI' ha dieci anni, *MicroMega*, n° 3, 1986. Voir également Almanacco socialista, 1892-1992. *PSI novanta anni di storia*, PSI, 1982, 542 p. Sur les rapports PCI-PSI, lire l'article stimulant de Luciano Cafagna, PCI e PSI, due vite parallele, *MicroMega*, n° 1, 1986, p. 49-61.

15. En 1949 le PSI est expulsé du Comisco (Comité de la Conférence socialiste internationale, créé en 1947 et qui restera en place jusqu'à la relance de l'Internationale Socialiste en 1951). Le PSDI lui, adhère à l'Internationale puis, en 1966, l'organisation unifiée.

16. Sur les relations entre les deux partis au moment de la guerre froide, voir Enrico Decleva, Nenni, Saragat, i socialisti italiani e la SFIO (1945-1948), in (a cura

plus, le PS sorti du Congrès d'Épinay subit, comme toute une partie de la gauche non communiste française, « l'attraction fatale » du communisme italien : une attraction politique mais aussi humaine, F. Mitterrand ne cachant pas sa préférence pour Berlinguer au détriment de Craxi. Aujourd'hui les relations de ces deux partis sont empreintes d'une cordialité que l'on ne retrouve pas chez les PC : entre eux, à l'unité — au moins de façade — qui régna jusqu'en 1956 ont succédé les polémiques ouvertes (à propos du polycentrisme, des relations au sein du mouvement communiste international, de l'analyse du capitalisme, de la construction européenne), puis le bref intermède unitaire de l'eurocommunisme et, depuis 1979, un éloignement ponctué de passes d'armes plus ou moins vives sur des questions d'importance, à l'occasion de l'invasion de l'Afghanistan par les troupes soviétiques, du coup de force du général Jaruzelski en Pologne, de la crise des euromissiles<sup>17</sup>. Pire, du côté français, au niveau de la direction du moins, le PCI est présenté comme un contre-modèle, cependant que le Parti français, lui, sert d'épouvantail dans les rangs des communistes transalpins et *a contrario* de faire-valoir pour le Parti italien.

#### LES TRANSFORMATIONS DES ANNÉES SOIXANTE-DIX - QUATRE-VINGT

Mais le plus remarquable est sans conteste le bouleversement des données traditionnelles et les transformations récentes repérables au niveau des partis comme dans les rapports de force.

Au niveau des partis, nous distinguerons d'une part les PS, de l'autre les PC. Les premiers se sont véritablement métamorphosés. A leur tête, une sorte de révolution de palais a permis à François Mitterrand de s'emparer du PS en 1971 et à Bettino Craxi de prendre en main, en 1976, les destinées du PSI<sup>18</sup>. Assez rapidement, ces nouveaux *leaders* marginalisent ou éliminent leurs adversaires, placent leurs fidèles dans les organismes dirigeants et établissent ainsi une monocratie au sein de leurs partis, avec sans doute une dimension plus autoritaire et plébiscitaire dans le cas italien<sup>19</sup>. En outre, ils redéfinissent une stratégie (sur le contenu

di) J. B. Duroselle e E. Serra, *Italia e Francia (1946-1954)*, Milan, Franco Angeli, 1988, p. 117-175.

17. Cf. Marc Lazar, PCF, PCI, euromissiles et lutte pour la paix, 1979-1987, *Communisme*, n° 18-19, p. 139-161.

18. Rappelons qu'en 1974 Felipe Gonzalès est nommé secrétaire général du PSOE.

19. Le terme de monocratie est utilisé dans le cas français, par William Schonfeld, La stabilité des dirigeants politiques : le personnel des directions nationales du PS et du Mouvement gaulliste, *Revue française de Science politique*, n° 3 et 4, juin et août 1980, p. 477-505 et 846-866, et, dans le cas italien, par Oreste Massari, Le trasformazioni nella leadership del PSI : la direzione e i suoi membri (1976-1984), *Rivista italiana di scienza politica*, n° 3, décembre 1987, p. 399-402. Sur la direction socialiste en France, voir notamment, Paul Bacot, *Les dirigeants du PS. Histoire et sociologie*, préface de François Mitterrand, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 1979, 351 p. ; Maurice Benassayag, Deux ou trois choses que je sais de lui : données

de laquelle nous reviendrons), suivant des modalités propres à la France et à l'Italie ; dans le premier cas, le ps désigne F. Mitterrand comme premier secrétaire au congrès d'Épinay, entre autres parce qu'il est porteur d'une conception renouvelée de l'union de la gauche ; dans le deuxième cas, Bettino Craxi, contraint de tenir compte à la fois des rapports de forces au sein de son Parti et de l'évolution de la situation politique de la Péninsule, reprendra de 1976 à 1979 la stratégie de l'alternative formulée par la gauche du PSI puis se prononcera pour « l'alternance et la gouvernabilité ». Enfin est entreprise une rénovation idéologique, avec une différence substantielle puisqu'en France le ps se « marxisa » dans un premier temps, puis changea d'idéologie de manière plus ou moins explicite après trois ans de pouvoir, tandis qu'en Italie, comme en Espagne, il y eut « démarxisation » et abandon de nombreuses valeurs traditionnelles de la gauche *avant* de revenir au pouvoir.

Pour les pc, la situation est plus nuancée : certes eux aussi désignèrent de nouveaux leaders (E. Berlinguer, secrétaire général adjoint en 1969 est nommé secrétaire général en 1972, la même année que G. Marchais, secrétaire général adjoint depuis 1970). Eux aussi déployèrent pleinement des stratégies politiques d'envergure (Union de la gauche en France, compromis historique en Italie à partir de 1973) et se lancèrent dans cette opération — profonde pour le PCI, plus superficielle pour le PCF — d'*aggiornamento* international, politique et idéologique que fut l'eurocommunisme. Mais ils enregistrèrent de sérieux échecs qui provoquèrent dans les deux cas un changement de leur orientation stratégique, de sérieuses crises internes et un recul de leur influence politique.

C'est en effet le rapport de forces électoral entre pc et ps qui allait s'en trouver modifié. En France, avec le dépassement du pc par le ps, l'arrivée au pouvoir de celui-ci avec une majorité parlementaire absolue. Le ps, fait historique notable, s'est dorénavant imposé non seulement comme le premier parti de la gauche, mais comme le principal parti du système politique français. En Italie, le PCI a vu récemment son avantage fondre. Mais surtout, au cours de cette période qui a tous les traits d'une période de transition, le PSI a occupé pour la première fois les présidences de la République (avec Sandro Pertini de 1978 à 1985) et du Conseil et a réussi à se poser en parti pivot de toutes les combinaisons gouvernementales indispensables à la vie politique transalpine.

Ainsi, alors que les années soixante-dix furent en France celles de l'embellie communiste et de la reconstruction socialiste, et en Italie, celles

anciennes et nouvelles sur le ps, *La Nouvelle Revue socialiste*, n° 1, avril 1974, p. 17-24 ; Roland Cayrol, La direction du Parti socialiste : organisation et fonctionnement, *Revue française de Science politique*, n° 2, avril 1978, p. 201-219 ; Etienne Cricqui, Le ps s'alourdit, *Projet*, n° 209, janvier-février 1988, p. 82-88 ; Patrick Hardouin, Les caractéristiques sociologiques du Parti socialiste, *Revue française de Science politique*, n° 2, avril 1978, p. 220-256 ; du même, Le ps, parti d'intellectuels, *Intervention*, n° 5-6, août-septembre-octobre 1983, p. 85-90.

de la formidable progression communiste, les années quatre-vingt sont, en France, celles de la victoire socialiste et de l'effondrement communiste, en Italie celles du recul communiste et de l'éclosion socialiste.

#### LES CAUSES DE L'INVERSION DE TENDANCE EN FRANCE ET DE L'INFLÉCHISSEMENT ITALIEN

Quatre grands facteurs explicatifs peuvent être avancés.

Le premier, le plus fréquemment entendu, concerne les hommes : il consiste à souligner l'habileté commune — fût-elle adaptée aux circonstances nationales respectives — de François Mitterrand et de Bettino Craxi. Ces hommes que tout, vraiment tout, oppose — l'âge, la formation intellectuelle, l'itinéraire et la culture politique, les valeurs, le caractère, la personnalité — auraient néanmoins deux traits communs loués par les uns, honnis par les autres : le « machiavélisme » politique (ne sont-ils point tous deux admirateurs du Florentin et de la Florence des Médicis ?) et la maîtrise avec laquelle ils mirent en œuvre leur projet. Il arrive aussi que l'on donne une prééminence au Français sur l'Italien, en parlant d'un « effet Mitterrand » qui consisterait à gagner l'hégémonie à gauche puis le pouvoir : un effet assez imaginaire, puisque l'ambition commune est née et se déploie dans des circonstances et selon des modalités très différentes. Inversement, l'hommage rendu à l'intelligence des deux dirigeants socialistes — plus d'ailleurs à leur intelligence politicienne qu'à leur intelligence du politique — sous-entend que leurs partenaires ne furent pas à la hauteur : argument souvent employé en France pour Georges Marchais, ce qui mériterait une discussion plus fine, argument irrecevable dans le cas de Enrico Berlinguer (or la baisse du PCI commença sous son autorité), plus consistant dans le cas de Alessandro Natta (en ce qu'il fut dénué du moindre charisme), encore impossible à évaluer avec Achille Occhetto. En d'autres termes, cette explication a certainement son fondement, mais isolée elle paraît réductrice.

La seconde explication réside dans l'efficacité des stratégies politiques, fussent-elles dissemblables, des Partis socialistes. Alors que, au lendemain de 1968, beaucoup d'observateurs ou d'acteurs de la vie politique annonçaient la disparition définitive du courant socialiste, le PS français choisit l'union de la gauche et y resta fidèle en dépit de la rupture de 1977, parce que, du fait notamment du type de scrutin en vigueur, l'union et l'union seule permettait de prendre, ainsi que l'expliqua François Mitterrand dès juin 1972, 3 millions d'électeurs sur les 5 millions qui accordaient alors leurs suffrages aux communistes. Pour Craxi, en 1976, l'objectif était d'une simplicité extrême et se résumait à la célèbre formule *primum vivere*. Survivre alors que le PSI était tombé en dessous de la barre de 10 % et que tout un courant intellectuel prédisait son agonie, supposait d'asseoir son autorité au sein d'un Parti traditionnellement divisé (ce qu'il réussit en quatre ans, notamment en réduisant au silence les courants), de le

dépoussiérer idéologiquement, de rompre avec son mode traditionnel d'organisation influencé par le modèle communiste du parti de masse, enfin de dégager un espace politique entre ces deux mastodontes que sont la Démocratie chrétienne et le PCI. D'où, à l'égard de ce dernier, l'affirmation de sa singularité et de son autonomie grâce à une nette différenciation idéologique (référence à Proudhon en 1978, vision plus libertaire et plus individualiste de la société et du monde, critique systématique de l'histoire, de la pensée et de l'héritage communiste) et une vive compétition politique (le PSI, au nom de raisons humanitaires, se prononça pour des négociations avec les Brigades Rouges lors de l'enlèvement d'Aldo Moro, avança l'idée de l'alternative au moment du compromis historique puis, lorsque le PCI retourna dans l'opposition en 1979-1980, entra au gouvernement avec un projet de réformes englobant la réforme institutionnelle et la modernisation de l'Etat afin de répondre à l'aspiration de *governabilità* qui, selon lui, s'affirmait dans un pays en plein changement et désarroi).

Mais cet opportunisme politique ne rencontre du succès — net en France, relatif en Italie — que dans la mesure où les Partis socialistes surent mieux s'adapter que les communistes à la prodigieuse accélération des mutations que connurent nos sociétés ces vingt dernières années. En particulier, ils attirèrent, de manière cependant plus nuancée et contradictoire en Italie qu'en France<sup>20</sup>, les électeurs des couches moyennes (fonctionnaires, cadres moyens, employés, etc.) qui n'ont cessé de croître et surtout ils purent et surent traduire au niveau de la représentation politique leurs aspirations, leurs valeurs : de là provient cet amalgame plus ou moins réussi et heureux entre, d'une part, des idées et des comportements libertaires puisés dans le mouvement de contestation des années soixante et, d'autre part, une attitude inspirée de la *realpolitik* et des propositions économiques « réalistes » — apparues dans le cas français à partir de 1983 — susceptibles d'attirer un électorat modéré rassuré par le redimensionnement de la puissance communiste. Partis « attrape-tout », servant de passerelle entre la gauche et le centre, dotés d'une idéologie à géométrie variable qui ne s'embarrasse pas de subtilités théoriques et ne craint pas les contradictions, bénéficiant d'une bonne image dans l'opinion publique, ils profitent également des difficultés et des faiblesses communistes.

Car à l'évidence, les PC rencontrèrent et continuent d'affronter des obstacles, certains spécifiques à chacun des deux partis, d'autres qui leur sont communs. Spécifique au PCF que son impossibilité à maîtriser la dynamique de l'Union de la gauche qui tourna à l'avantage des socialistes et l'amena à choisir l'isolement politique et un repli assez désastreux sur

20. Plus nuancée, en effet, puisque jusqu'en 1983, le PSI progressait surtout dans le sud du pays et dans les villes de petites et moyennes dimensions. Autrement dit, il ne gagnait pas des suffrages dans les clientèles qu'il visait. Néanmoins, aux dernières élections de juin 1987, le PSI a enregistré une nette progression dans les grands centres urbains du nord de l'Italie ; on suivra donc avec attention les prochains scrutins afin de repérer si cette tendance se confirme.

l'identité révolutionnaire ; spécifique au PCI que l'échec de sa stratégie de compromis historique sans qu'en soit clairement définie une de substitution et l'accentuation de la crise de son identité. Quant aux aspects identiques de leurs difficultés, ils sont au moins au nombre de deux. D'abord, l'origine de leurs attitudes envers les mutations récentes de leur société ; la lenteur d'adaptation du PCI malgré de remarquables efforts qui le différencient complètement de son homologue français comme le refus de ce dernier d'accepter la moindre forme d'adaptation, proviennent de deux éléments communs, la pesanteur de leur idéologie et leur caractère de parti de masse. En effet, le PCF se veut fidèle à une idéologie marxiste-léniniste qui s'avère obsolète, cependant que le Parti italien est entravé dans ses tentatives tout à fait réelles de rupture avec cette même idéologie par ses divisions internes qui l'obligent à des contorsions politiques qui lui sont préjudiciables. Par ailleurs, leur structuration en parti de masse et de classe (ou tout au moins implanté dans la classe ouvrière), régi par le centralisme démocratique, fût-il interprété diversement des deux côtés des Alpes, s'avère être un frein à l'innovation : ces partis contraints de défendre les intérêts de leur clientèle traditionnelle (notamment ces professions ouvrières frappées par les mutations) ont une audience limitée dans d'autres catégories (en particulier auprès de la jeunesse) et une capacité restreinte de manœuvre, cependant que leur modèle d'organisation apparaît répulsif ; leur personnel politique lui-même, sans que leur compétence soit en cause (il ne paraît ni pire ni meilleur que celui des autres formations), semble en déphasage, du point de vue de son image, par rapport aux nouveaux modèles culturels dominants. Deuxième trait partagé par le PCF et le PCI, leur inaptitude à analyser leurs frères ennemis socialistes : pour le PCF, dans la tradition historique communiste par rapport à la social-démocratie, le PS est une force structurellement réformiste, favorable à la collaboration de classe dont il faut se méfier et que le courant révolutionnaire doit combattre, même en période d'union<sup>21</sup>. Pour le PCI, le PSI est une force du mouvement ouvrier, de la gauche. Si de nos jours il critique de manière acerbe le parti de Craxi, accusé de vouloir le réduire à la portion congrue, il peut d'autant moins l'accuser d'être réformiste que, depuis 1986, le PCI se proclame lui-même réformiste. En fait, après la rupture de 1956 et surtout avec la stratégie du compromis historique, les communistes italiens ont eu tendance à ignorer le PSI en tant que parti susceptible d'influer sur le jeu politique, il représentait le cadet de leur souci non seulement du fait de sa faiblesse, mais parce qu'ils privilégiaient leur rapport avec la Démocratie chrétienne. Or cette igno-

21. Voir, par exemple, Danielle Bleitrach, Jean Lojkine, Ernest Oary, Roland Delacroix, Christian Mahieu, *Classe ouvrière et social-démocratie : Lille et Marseille*, Paris, Editions Sociales, 1981, 330 p. ; Daniel Blume, Roger Bourderon, Jean Burles, Jean Charles, Jean Gacon, Richard Lagache, Michel Margairaz, Roger Martelli, Jean-Paul Scot, Roger Wolikow, *Histoire du réformisme depuis 1920*, Paris, Editions Sociale, 1976, 2 vol. ; Laurent Salini, *Enquête sur le PS*, Paris, Messidor-Editions Sociales, 1987, 178 p.

rance, parfois ce mépris pour le PSI, se traduit aujourd'hui par une incompréhension de ses succès<sup>22</sup>, cependant que le Parti communiste se divisait sur la question d'une éventuelle proposition d'alliance avec les socialistes<sup>23</sup>. L'incompréhension de la poussée socialiste de la part des communistes français et italiens reflète également leurs difficultés d'appréhension des transformations socio-économiques que nous avons déjà soulignées.

Conclure sur l'inéluctabilité d'une domination socialiste en France, même si le Parti socialiste paraît campé dorénavant sur des positions solides, ou sur une victoire du PSI en Italie dans le bras de fer qu'il a entamé avec le PCI, serait toutefois hasardeux. Mieux vaut poser deux séries de questions et se livrer à une réflexion pour la compréhension des enjeux de la vie politique française et italienne, voire européenne.

Les premières interrogations tournent autour de l'actuelle réussite socialiste en France et en Italie. Une réussite indéniable par comparaison avec la situation dans le reste de l'Europe occidentale. Car sur les onze pays de la CEE dans lesquels la division droite-gauche a un sens, la gauche est largement minoritaire<sup>24</sup> : son poids électoral est supérieur à celui de la droite dans quatre pays seulement (l'Espagne, la France, la Grèce et l'Italie) et elle ne dirige que trois Gouvernements (ceux d'Espagne, de France et de Grèce)<sup>25</sup>. Mais si réussite il y a, en quoi consiste-t-elle exactement ? A avoir dépassé le PC en France et être en passe de rogner la puissance communiste en Italie ? A avoir « pris » le pouvoir, l'avoir « exercé » ou encore l'avoir occupé ?<sup>26</sup>. Certes, mais pour quoi faire ? Ces partis n'ont-ils pas eu tendance, bien plus en Italie qu'en France d'ailleurs, à abandonner une grande part de leur projet réformateur une fois installés dans « la salle des boutons » (P. Nenni), à faire preuve d'un immense pragmatisme qui réduit à néant leur culture politique traditionnelle et suscite des interrogations dans la masse des militants<sup>27</sup> ? Ne renouerait-on pas là avec le

22. Un bon exemple en est fourni par le petit opuscule récemment diffusé par l'hebdomadaire communiste *Rinascita* qui présente une analyse très critique du PSI, relevant tous ses défauts, mais, hormis trois rapides pages (p. 89-92), ne livre aucune explication fouillée de sa récente progression électorale : cf. Paolo Ciofi, Franco Ottaviano, *Il PSI di Craxi. Partito e organizzazione dal Midas alle elezioni del 1988*, *Rinascita*, supplément au n° 47, 24 décembre 1988, 141 p.

23. Cette question fut au cœur des débats du XVIII<sup>e</sup> Congrès du PCI de mars 1988.

24. Des douze pays composant la Communauté européenne, seule l'Irlande a une vie politique qui échappe à cette division.

25. La gauche est associée à des Gouvernements de coalition, notamment avec la Démocratie chrétienne, en Belgique, au Luxembourg et en Italie. Elle est dans l'opposition au Danemark, en Grande-Bretagne, aux Pays Bas, au Portugal et en République fédérale d'Allemagne.

26. Cf. L'étude de Gianfranco Pasquino, *Modernity and Reforms : the PSI between political entrepreneurs and gamblers*, *West European Politics*, n° 1, janvier 1986, p. 120-141.

27. Sur les réactions des militants du PS face à l'expérience du pouvoir, voir notamment Roland Cayrol et Colette Ysmal, *Militants socialistes : le pouvoir use,*



débat séculaire du mouvement socialiste et l'analyse fameuse de Roberto Michels sur ces partis préférant « la lutte de concurrence » à « la lutte des principes »<sup>28</sup> ? Les partis socialistes du Sud ne sont-ils pas confrontés en ces années quatre-vingt aux problèmes que connurent auparavant les partis sociaux-démocrates du Nord qu'ils critiquèrent parfois, leur reprochant une gestion trop timorée du pouvoir ? En outre, ces partis affrontent de sérieuses difficultés en matière d'organisation ; en France, les victoires de 1981 et de 1986 n'ont pas provoqué un afflux significatif d'adhésions ; la composition sociologique du Parti continue de privilégier les couches moyennes, avec toujours un fort poids des enseignants, et ne reflète donc pas un électorat interclassiste, cependant qu'à la monocratie de l'époque où Mitterrand était premier secrétaire a succédé une oligarchie<sup>29</sup> ; en Italie, malgré l'intention affichée par nombre de ses dirigeants, en particulier Giuliano Amato, le Parti socialiste garde de nombreux traits du parti de masse (du fait, par exemple, de ses relations avec la minorité socialiste au sein du syndicat de la CGIL, ou avec la confédération UIL, qui le singularise par rapport à son homologue français), alors que, là aussi, la composition sociologique du parti et surtout de ses instances dirigeantes (où une large place est accordée aux fonctionnaires, aux enseignants et aux permanents) ne correspond pas à son électorat ; dans les deux cas, les Partis socialistes doivent mettre au point des formes d'organisations adaptées à la vie sociale d'aujourd'hui, définir leurs fonctions dans le système politique et la société, améliorer leur démocratie interne. Enfin, en matière idéologique, la situation de ces partis apparaît quelque peu paradoxale ; car d'un côté, ils se sont libérés — non sans déchirements, hésitations, incertitudes et douleur — d'un « complexe d'infériorité politique et culturel »<sup>30</sup> à l'égard de leurs Partis communistes respectifs ; mais, de l'autre, ayant abandonné plus ou moins explicitement toute référence au socialisme (hormis de temps à autre un hommage ici à Jaurès, là à Turati), ils ont tendance à se retourner soit vers la République ou, de l'autre côté des Alpes, vers Garibaldi, et à se définir comme des partis de la modernité. Mais de quelle modernité ? La réponse est si floue qu'elle amène à se demander si ce vide idéologique reflète non pas l'europanisation de deux pays latins, la « fin de l'exception française et italienne », mais plutôt la grande confusion idéologique dans laquelle se trouvent les Partis socialistes. Une confusion qui a amené récemment le philosophe italien Noberto Bobbio à rappeler une vérité de bon sens : « Aujourd'hui, a-t-il déclaré, modernisation est devenu le mot courant du langage socialiste ; mais l'idée force de tous les mouvements socialistes jusqu'il y a peu

*Projet*, n° 191, février 1985, p. 20-32 ; Colette Ysmal, Les embarras d'un parti au pouvoir. Le PS à la veille du Congrès de Toulouse, *Etudes*, n° 363, octobre 1985, p. 329-421.

28. Cf. Roberto Michels, *Les partis politiques*, Paris, Flammarion, 1971, p. 278.

29. Cf. l'étude de Etienne Cricqui, art. cité.

30. La formule de Hugues Portelli, *Le socialisme français tel qu'il est*, Paris, PUF, 1980, p. 151, est employée à propos du PS ; elle peut s'appliquer parfaitement au PSI.

pouvait se résumer dans un autre mot, fort celui-ci, très fort, et chargé d'un important contenu émotif : émancipation »<sup>31</sup>.

La deuxième série d'interrogations concerne les partis communistes. Peuvent-ils sortir de la passe périlleuse dans laquelle ils sont engagés ? Du côté français, si l'on en reste au discours officiel, le PCF est, par essence, en tant que parti révolutionnaire, de la classe ouvrière, se référant au marxisme, un parti moderne dont le rôle est de dénoncer le miroir aux alouettes d'une prétendue modernité ne servant que les intérêts du capitalisme. Une telle attitude, si elle permet au PCF de rencontrer des succès limités dans la défense des catégories victimes des transformations de la société, notamment par le biais du syndicat, le prive de répondre aux grands défis politiques et sociaux. Rien de comparable au PCI qui, plus que jamais depuis sa défaite électorale de juin 1987, accentue son processus de transformation. Son nouveau secrétaire général Achille Occhetto veut imprimer un « nouveau cours », fonder « un nouveau parti », reconstruire une identité combinant rupture et continuité par rapport à la tradition : un projet global et original autour duquel, à l'issue de son récent congrès, s'est reconstituée l'unité du Parti ; un projet qui contient encore de nombreuses zones d'ombre et dont il reste à savoir s'il ne survient pas trop tard. Mais le PCI sait, lui, que le dilemme est posé : se rénover ou périr<sup>32</sup>.

Enfin, tout incite à formuler une remarque concernant l'évolution de la vie politique des deux côtés des Alpes, et même vraisemblablement d'une partie de l'Europe occidentale. La rivalité présente qui oppose ces partis socialistes et ces partis communistes si particuliers de la France et de l'Italie ne révèle-t-elle pas l'affrontement de deux conceptions de la politique entre, d'une part, les partis communistes qui continuent de privilégier le Parti, les syndicats, les associations comme structures de médiation et de synthèse, comme outils suprêmes de l'intervention politique et, de l'autre, les partis socialistes qui, du fait de leur histoire, de leur situation de partis longtemps dominés et distancés dans la classe ouvrière, contraints et forcés désormais de remplir cet immense espace politique — du centre à la gauche — qui s'ouvre devant eux, réduisent la fonction du Parti, accordent une importance décisive au leader en tant qu'il cristallise et synthétise les intérêts des clientèles très diversifiées auxquelles ils s'adresse<sup>33</sup> ? D'où la monocratie au sein de leurs partis mais aussi la pleine utilisation par un Mitterrand des institutions de la V<sup>e</sup> République et la volonté d'un Craxi de tailler à sa mesure les institutions italiennes ; d'où également le risque que la succession de ces hommes devienne le problème crucial au détriment de tout autre, tant pour l'avenir de ces partis que pour celui de l'ensemble de la gauche.

31. *L'Espresso*, 5 février 1989.

32. Voir Marc Lazar, Le PCI à l'issue de son XVIII<sup>e</sup> Congrès, *L'OURS*, à paraître.

33. Sur cette question, et regardant l'affrontement entre deux conceptions de la politique, celle de Berlinguer et celle de Craxi, lire la très subtile étude de Angelo Bolaffi, *Il santo e il giocatore*, *MicroMega*, n° 3, 1986, p. 87-92.